56e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 26 29 JUIN 1939

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Suite des études napoléoniennes de M. Madelin. — La Prusse et la France en 1806. — Négociations avec l'Angleterre. — II. L'Empire d'Occident, rêvé par Napoléon. — Les *Etats fédératifs* de l'Empire. — III. Le royaume de Naples à Joseph, — le royaume de Hollande à Louis, — la Confédération du Rhin. — IV. La place du Pape dans le nouveau système. — Erreur de Napoléon sur le clergé. — Mécontentement du pape. — V. Brouille totale avec la Prusse. — Déchaînement de haine contre la France en Allemagne. — VI. La campagne de Prusse en octobre-novembre 1806. — Ecroulement de la Prusse. — VII. L'état de l'opinion en France après la victoire. — Désir de paix. — Le *blocus continental*, décret du 22 novembre 1806. — Discussion sur ce décret, ses origines et ses suites.

I

La publication des savantes études de M. Madelin sur Napoléon Ier se poursuit régulièrement dans la *Revue des Deux Mondes*. Ayant donné un résumé de tout ce qui en a paru jusqu'ici, nous continuons de tenir nos lecteurs au courant de ce beau travail [1].

Après Austerlitz, Napoléon était rentré à Paris. Il y rapportait, outre l'auréole d'une incomparable victoire, deux traités importants et glorieux : l'un avec l'Autriche, signé à Presbourg, le 26 décembre 1805, et qui mettait pour longtemps, pensait-il, l'Autriche hors de combat ; l'autre, signé à Schœnbrunn, et qui liait la Prusse à la politique française. Pourtant, la Russie n'avait pas désarmé, l'Angleterre encore moins. Rien n'était donc terminé et l'on pouvait être sûr que même les deux grandes puissances présentement enchaînées chercheraient à se libérer de leurs engagements, si l'occasion venait à s'offrir. Napoléon avait donc décidé de maintenir l'Autriche en respect, par l'occupation de Braunau. Il y était autorisé par la clause stipulant que Braunau ne serait évacué que contre la remise des « bouches » de Cattaro et de la Dalmatie.

En Prusse, cependant, le traité de Schœnbrunn avait été très mal accueilli par l'opinion. Le parti de la reine accusait Haugwitz d'avoir trahi les intérêts de son pays en le signant. Hardenberg, son rival, le critiquait âprement. Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Paris, faisait croire que Napoléon, très frappé du désir de paix de la France, consentirait aisément à une révision du traité, pour s'assurer la Prusse.

De fait, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, toujours timoré, réunit son conseil pour examiner le traité rapporté par Haugwitz avant de le ratifier. Le conseil conclut à la ratification, mais en réclamant des aménagements que l'on chargea Haugwitz d'aller négocier à Paris. En même temps, l'on rassurait la Russie sur les intentions de la Prusse. Ce pays jouait donc, une fois de plus, double jeu. Napoléon était trop clairvoyant pour s'y tromper. « *Cette cour de Prusse*, disait-il, *est bien fausse et bien bête.* » Puis, en apprenant la venue d'Haugwitz, il écrivait, le 6 février 1806, à Talleyrand : « Les Prussiens sont fous. »

Justement, le 23 janvier précédent, Pitt venait de mourir. La nouvelle de la victoire d'Austerlitz l'avait achevé. La goutte qu'il avait héritée de son père, lord Chatham, remonta au cœur et il désespéra de l'avenir de l'Europe et de son peuple : « Ma patrie, murmura-t-il avant de mourir, dans quel état je laisse ma patrie ! »

C'était le mortel adversaire de la France qui disparaissait. Après lui, une coalition formée entre les tories dissidents et les whigs accéda au pouvoir. Grenville, très hostile à la France, devint premier ministre, mais il laissa le Foreign Office à Fox, qui était ami de la paix et admirateur de Napoléon. Celui-ci fut convaincu que l'Angleterre se montrerait plus traitable et il estima que la folie de la Prusse n'en était que plus flagrante.

D'autre part, les petits princes allemands se jetaient littéralement à ses pieds. Le recès de 1802 avait laissé à l'Autriche la prééminence dans le Saint-Empire. Mais cette antique institution venait de disparaître. A Paris, on songeait à un regroupement des Etats allemands, mais sans plan bien défini. Le plus récent historien de la diplomatie impériale, Edouard Driault, a mis en évidence le flottement de la politique française au sujet de l'Allemagne : « On eût dit que cette Allemagne composite, indéterminée, faite de princes et de républiques, mal liée, mal bâtie par la nature et mal arrangée par l'histoire, déroutait ce cerveau fait pour les formations classiques ; dans ce pays où il ne trouvait plus les pas des Romains, il tâtonnerait toujours. »

Napoléon se laissait donc guider par les ambitions des princes, empressés à le solliciter. La Bavière, le Wurtemberg, Bade, avaient déjà reçu leurs récompenses à Presbourg. Les moindres principicules en concevaient des espérances insensées.

[1] Voir l'*Ami* du 24 octobre 1935, du 24 déc. 1936 et du 22 déc. 1938. Voir aussi la note placée en tête de ce dernier no et indiquant les 3 volumes déjà édités en librairie de cette *Histoire du Consulat et de l'Empire*, qui rajeunit le chef-d'œuvre de Thiers portant le même titre. — Les pages résumées ici sont celles qui ont paru dans la *Revue des Deux Mondes* à partir du 15 avril 1939.
Le tome IV vient de paraître : *Le Consulat* (in-8 de 512 p., 40 f., Paris, Hachette), qui va de Marengo à la rupture de la paix d'Amiens (mai 1803).

Le mariage d'Eugène de Beauharnais avec la princesse Augusta de Bavière et celui qui se préparait entre Stéphanie de Beauharnais et l'héritier de Bade ne leur paraissaient nullement des mésalliances. Notre ministre à Cassel, Bignon, pouvait écrire, le 30 janvier 1806 : « *Chacun regarde Saint-Cloud comme un autre Olympe du haut duquel le maître actuel des destinées dispense ses faveurs et ses grâces.* Chaque cour, chaque ville a ses astronomes dont les lunettes sont toujours braquées sur ce point unique. »

Entre ces avidités multiples et opposées, l'empereur avait le droit d'hésiter. Ses hésitations précipitaient les platitudes.

Là-dessus, Haugwitz arriva à Paris. C'était pour lui le plus mauvais moment. Sa cour l'envoyait pour améliorer le traité de Schœnbrunn, refuser à Napoléon toute alliance *offensive*, n'accorder qu'une alliance *défensive*, et contre ce cadeau si maigre, arracher, outre le Hanovre, les villes hanséatiques et l'autorisation de se placer à la tête d'une Confédération de l'Allemagne du nord.

Au lieu de cela, Napoléon, dans l'espoir de faire la paix avec l'Angleterre, songeait à réserver le Hanovre. On était loin de compte. Haugwitz, arrivé le 1er février 1806, ne fut reçu par Talleyrand que le 5 et très froidement. Le ministre ne lui cacha pas que tout le traité pouvait être remis en question. Haugwitz comprit l'erreur de sa cour. Il fut reçu, le lendemain, par l'Empereur, qui l'accabla de reproches et le congédia en le renvoyant à Talleyrand qui lui signifierait les nouvelles conditions de la France : la Prusse devrait fermer ses ports à l'Angleterre, sans quoi ce serait la guerre ; le Hanovre pouvait encore lui être remis, mais à la condition que la Prusse acceptât une alliance offensive et défensive. Haugwitz, terrifié, signa le 15 février, et, pour se couvrir, envoya Lucchesini dès le 16 à Berlin, pour y faire connaître la situation réelle.

A la cour de Prusse, la consternation fut générale. Le roi pleura d'humiliation, mais il écarta la reine irritée et son parti, et se hâta d'envoyer sa ratification à Paris. Mais, ne pouvant se déshabituer de son double jeu, il fit savoir aussi à la Russie qu'il restait de cœur avec elle. Le 4 mars, il annonça qu'il prenait possession du Hanovre et se mit en mesure, quoique avec hésitation et lenteur, de fermer ses ports aux Anglais. Il aurait voulu faire croire à l'Angleterre qu'il restait, en dépit des apparences, dans le camp des adversaires de la France ; mais Fox, aux Communes, le 26 avril, commenta en termes très durs cette attitude de la Prusse, qui joignait, dit-il, la servilité à la rapacité.

Fox, pourtant, avait fait, le 20 février, un geste amical envers Napoléon, en avertissant Talleyrand qu'il avait repoussé les offres d'un misérable qui était venu lui proposer d'assassiner l'Empereur, et Napoléon, voyant là une sorte d'entrée en relations, avait aussitôt chargé Talleyrand de remercier Fox et de lui faire connaître son vif désir d'aboutir à une franche négociation de paix. Le 2 mars, faisant un pas de plus, il avait déclaré nettement au Conseil d'Etat : « Je désire la paix avec l'Angleterre, je serai toujours prêt à la conclure en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens. »

Il attendait maintenant les ouvertures de l'Angleterre.

A l'autre extrémité de l'Europe, le tsar Alexandre était rentré à Pétersbourg. Le parti de la tsarine-mère affectait de ne voir dans la défaite d'Austerlitz qu'un désastre autrichien, dont les Russes s'étaient galamment tirés. La haine de Napoléon soulevait les « vieux-Russes » parmi lesquels couraient sur Napoléon d'odieuses légendes. Woronzof, s'en faisant l'écho, écrivait : « Notre Empereur ne s'est pas découragé et ne veut pas la paix avec *cet infâme Corse couvert du sang qu'il répandit, pour plaire à Robespierre.* » Markof traduisait aussi cette exaspération russe, quand il disait : « Bonaparte ne pouvait être le *contemporain* (sic) d'aucun roi légitime ; il fallait qu'il les tuât ou qu'on le tuât. » De fait, la Russie entière, sans distinction, demeurait indignée et hostile à toute réconciliation avec la France révolutionnaire. La clause du traité de Presbourg qui donnait la Dalmatie à l'Empire français paraissait à tous les Russes une menace pour les visées traditionnelles de la Russie sur l'Orient.

A Pétersbourg, on était donc enclin à resserrer l'alliance avec l'Angleterre, à prévenir Napoléon en Dalmatie en s'installant à Cattaro, à partager au besoin avec l'Angleterre l'Empire ottoman pour le fermer à la France.

L'envoyé du roi de Prusse, Brunswick, fut donc très bien reçu. Il se garda bien, du reste, de parler des engagements de son maître avec la France et feignit de présenter tout cela comme une comédie bien jouée. La Russie ne vit même pas d'un mauvais œil l'occupation du Hanovre par la Prusse, dans la pensée que de la sorte on l'enlevait plus à la France qu'à l'Angleterre. Elle obtint, au lendemain du terrible traité signé par Haugwitz à Paris, une déclaration *secrète*, signée par le roi de Prusse à l'instigation d'Hardenberg, selon laquelle le roi affirmait que « son traité d'alliance avec la France ne devait jamais déroger à son alliance avec la Russie... » ; qu' « il s'occuperait de mettre son armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations éventuel pour la défense commune. »

La Prusse était en plein mensonge : elle avait un premier ministre *apparent*, Haugwitz, chargé de faire risette à la France, et un premier ministre *occulte*, Hardenberg, ennemi mortel de l'autre, pour entretenir les espérances de la Russie ! Napoléon ignorait ces manœuvres sournoises, mais son instinct l'avertissait de se méfier. Braunau lui servait de base à la fois contre l'Autriche et contre la Prusse. Et il était d'autant plus porté à se tenir sur la réserve en face de l'Europe, que les pourparlers avec l'Angleterre semblaient vouloir entrer dans une phase active. La correspondance se poursuivait entre Fox et Talleyrand. Napoléon était dans les meilleures dispositions.

« En réalité, écrit M. Madelin, depuis que le traité de Presbourg lui avait, avec la Dalmatie, ouvert une des portes de l'Orient, le rêve méditerranéen, qu'il avait dans tous les temps caressé, le hantait de nouveau. Puisque Russie, Angleterre, Autriche prétendaient au partage de l'Empire ottoman, il envisageait ce partage avec l'une ou l'autre, maintenant qu'ayant un pied dans la péninsule des Balkans, il était en mesure de se faire accorder une belle part. La possession de Cattaro, la conquête de Naples qui serait, à son sens, promptement suivie de celle

de la Sicile, l'espoir qu'il avait, en cas de partage, de se faire accorder l'Egypte et la Syrie, le rendaient même, pour l'heure, moins exigeant sur la question de Malte : il y laisserait les Anglais qui seraient enserrés par ses possessions méditerranéennes, acquises ou projetées. Le Hanovre pourrait être restitué à la couronne anglaise ; on dédommagerait le roi de Prusse en lui rendant ou en lui donnant des territoires équivalents. »

Tels étaient, à cette heure, les plans de Napoléon. Très sincèrement, il croyait que le traité de Presbourg marquait la fin de ses conquêtes en Europe, l'Italie lui restant acquise. Par contre, très loyalement, il déclarait qu'il n'accorderait pas à l'Angleterre ce traité de commerce qu'elle ambitionnait avant tout.

A Londres, Fox recevait toutes ces suggestions, les enregistrait et gardait le désir sincère d'une entente. Mais son premier ministre, Grenville, était dans des sentiments très différents. Selon Driault, l'Angleterre voulait seulement amuser le tapis, par des négociations illusoires, en attendant de mettre sur pied une quatrième coalition. Fox, très honnête homme, ne paraît pas avoir trempé dans cette déloyale combinaison. Mais, en raison de sa droiture même, il dut opposer, dès le principe, une objection fort grave, celle de son alliance offensive et défensive avec la Russie. Dès le 8 avril 1806, il répondait aux instances de Talleyrand, en se déclarant prêt à négocier, *mais à la condition que la Russie serait admise en tiers dans la négociation.*

Napoléon fut tenté de tout rompre, mais Talleyrand obtint que les conversations fussent poursuivies. Un des Anglais de marque retenus prisonniers après la rupture d'Amiens, lord Yarmouth, de l'illustre famille des Seymour, qui depuis trois ans menait à Paris la vie la plus joyeuse, s'offrit à servir d'agent officieux de liaison avec Fox. Il reçut des passeports pour Londres où il vit Fox et l'assura que la France avait un vif désir de traiter. Il serait bientôt renvoyé à Paris, avec mandat de « causer ».

Napoléon était d'autant plus heureux de cette bonne marche des pourparlers que de nouveaux motifs de méfiance envers la Prusse lui étaient apportés chaque jour. Cette puissance avait bien pris possession du Hanovre, mais en lançant une proclamation aux Hanovriens et aux Anglais qui semblait de sa part une excuse, comme si elle était *contrainte* de mettre la main sur cette proie en réalité si convoitée par elle. Le cabinet britannique ayant publié un recueil des négociations de 1805, il apparaissait d'autre part que la Prusse avait été, à la veille d'Austerlitz, beaucoup plus engagée dans la coalition qu'elle n'avait consenti à l'avouer. La Prusse apparaissait pleine d'hypocrisie et de fausseté.

D'autre part, l'agent autrichien à Cattaro, Ghislieri, avait jusque-là ajourné la remise de cette ville. Puis, comme les Monténégrins, peut-être excités sous main contre les Français, s'agitaient, l'amiral russe Seniavine, qui ramenait le petit corps aventuré au royaume de Naples, fut appelé par eux contre les Français. De Corfou, il vint avec sa troupe sur Cattaro, où Ghislieri, en violation formelle du traité de Presbourg, lui remit la cité, sans combat.

Il fut prouvé dans la suite que ni Vienne ni Pétersbourg n'avaient autorisé cette manœuvre, mais Napoléon était en droit de tout supposer. Il devait évacuer Braunau. Il signifia à Vienne que ses troupes y resteraient. La chancellerie autrichienne protesta de sa bonne foi. Napoléon insista en déclarant que Cattaro devait lui être remis et que c'était l'affaire de l'Autriche d'obliger Pétersbourg à rendre cette ville. Vienne, éplorée, dut s'adresser au tsar.

Alexandre, isolé dans sa cour si hostile à la France, mais las de cette chaîne, calcula alors que si l'Angleterre traitait et si la Prusse le trahissait, il ne pourrait plus faire la guerre à lui seul, et qu'il était plus sage et plus adroit d'amorcer une négociation avec Paris, à propos de Cattaro. Il fit donc savoir que son ancien ambassadeur en France, le baron d'Oubril, allait venir à Paris pour y régler cette délicate affaire. Napoléon accorda immédiatement les passeports à Oubril. Il vit là en effet un moyen de plus d'entrer dans le jeu de Fox qui voulait la paix. Au début de mai 1806, il pouvait donc se croire à la veille d'un désarmement général, c'est-à-dire de la réalisation de son rêve d'*Empire d'Occident* accepté par l'Europe.

II

Cette idée d'Empire d'Occident, c'était lui qui l'avait lancée, dans les premières semaines de 1806, en plein Conseil d'Etat : « Un beau matin, j'en suis persuadé, avait-il dit, *on verra ressusciter l'Empire d'Occident, parce que les peuples fatigués se précipiteront sous le joug de la nation la mieux gouvernée.* »

Molé avait noté cette phrase, que beaucoup avaient prise pour une de ces formidables boutades auxquelles l'Empereur était habitué. Mais, le 12 janvier 1806, Napoléon avait adressé un message au Sénat, à propos de la situation faite par lui à Eugène de Beauharnais, en vue de son mariage avec Augusta de Bavière, et il y avait parlé des « relations qui doivent exister entre tous *les Etats fédératifs de l'Empire français.* »

L'Empire serait donc fédéral : on l'avait appris alors, non sans surprise ! Le 31 janvier, en donnant le royaume de Naples à son frère Joseph, il lui avait écrit encore : « Ce sera, ainsi que l'Italie, la Suisse, la Hollande et les trois royaumes d'Allemagne, *l'un de mes Etats fédératifs ou véritablement l'Empire français.* »

Le 14 mars, Napoléon annonce à Talleyrand qu'il est décidé à ériger la Hollande en royaume en faveur de son frère Louis. D'autre part, sa sœur Elisa est installée à Lucques et Piombino, en attendant que Guastalla soit donné à la frivole mais ambitieuse Pauline. Murat, qui a épousé Caroline Bonaparte, désire sa part : ce seront les duchés de Berg et de Clèves. Napoléon se déclare le *protecteur* des princes allemands amis de la France, et il est le *médiateur* de la Confédération helvétique. Ainsi, tout un monde de satellites se groupe autour de l'Empire français. Frédéric Masson a eu raison de dire que, dès le printemps de 1806, « le *Grand-Empire* est fait ; il n'y manque qu'un nom. »

Les décrets envoyés au Sénat, le 30 mars, créent au dessous des *royaumes* et des *principautés*, des *fiefs* de moindre importance : Berthier sera prince

de Neuchâtel (cédé par le roi de Prusse) ; — Talleyrand, prince de Bénévent ; — Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, détaché du royaume des Deux-Siciles. Quant à l'Allemagne, elle sera groupée en *Confédération*. Le système s'organise et s'édifie. Et ce système sortait des événements. La France révolutionnaire avait dû tenir tête à toute l'Europe. Elle l'avait fait en dressant sur ses frontières, comme des *marches* avancées, des *Républiques sœurs*. Les Etats fédératifs étaient une reprise de la même idée, mais adaptée à un Empire français, au lieu de l'être à une République française.

Mais ce n'était pas seulement à titre défensif que la France avait créé des Républiques sœurs. Elle avait proclamé les *Droits de l'Homme*, elle en avait fait une sorte d'Evangile des temps nouveaux. Sa lutte contre l'Europe avait eu quelques aspects de la croisade. C'était pour une idée que l'on se battait ou croyait se battre en même temps que pour des intérêts et pour un prestige national. Bonaparte, en dépit de son aversion pour les *idéologies*, — on sait que le mot est de lui, — partageait un bon nombre des préjugés de son temps et notamment celui-ci que Condorcet avait formulé : « *Une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes, comme une proposition est vraie pour tous.* »

La Révolution ayant mis tout à bas, il avait eu cette bonne fortune de pouvoir tout restaurer, en utilisant les éléments d'un grand passé et en appliquant au gouvernement le rare génie qui était le sien. Il était convaincu d'avoir réalisé le meilleur gouvernement qui fût possible, et ne doutait pas que ce gouvernement fût envié de tous les Européens. De là, cette parole qui renferme une mortelle illusion : « *Les peuples fatigués se précipiteront sous le joug de la nation la mieux gouvernée.* » Il ne voyait pas que cela aussi était, en somme, de l'idéologie !

— « Les peuples sont, tout au contraire, remarque ici M. Madelin, en thèse générale, conservateurs des institutions qu'ils possèdent, même quand elles sont médiocres ; fidèles à leurs traditions, même quand elles sont fâcheuses ; et hostiles aux lois qui, admirables en principe et même en fait, bouleversent des mœurs et coutumes auxquelles ils tiennent, même quand elles paraissent périmées. »

Napoléon avait la plus grande admiration pour le régime que ses quatre ans de consulat lui avaient permis d'établir : mélange heureux, pensait-il, des formules de la Révolution et des traditions de l'ancienne monarchie, avec un Code, un système d'impôts, d'instruction publique et même d'institutions religieuses par le Concordat. La France lui apparaissait comme le type de l'Etat moderne, ayant des organes renouvelés, vigoureux, efficients, dans tous les ordres : politique, administratif, financier, législatif, social et religieux.

Héritier des Romains, dont il avait longuement médité l'histoire, il se croyait appelé à reconstruire un Empire selon leur exemple, par l'assimilation progressive des Etats moins avancés aux institutions perfectionnées de la France. Donc, à l'idée de *marches militaires* servant de positions défensives avancées à la France, il ajoutait celle de provinces *humanisées* et *francisées*, gagnées par la supériorité du génie français, et servant, à leur tour, de modèles aux Etats restés en dehors du système français. C'est ainsi qu'il lui arrivera, en 1808, d'écrire à son frère Jérôme, créé roi de Westphalie, que son royaume doit, en pleine Allemagne, servir de *modèle* aux Etats germaniques. Sûrement, il avait déjà eu pareille idée en installant son frère Joseph à Naples, en 1806.

Seulement, dans sa pensée, l'intérêt même du monde, coïncidant avec celui de la France et le sien propre, est que la France régénératrice soit fidèlement servie par les Etats fédérés qu'elle fera entrer dans son rayonnement. Il ne tolérera aucune dissidence, aucune hésitation, aucune tiédeur. C'est pour cela qu'il croira bien faire d'appliquer la loi même du clan corse, dont il est issu, d'appeler ses frères, les membres de sa famille, aux trônes subordonnés au sien. Ils sont des Français ; ils ne devront jamais l'oublier, même en accédant à des trônes étrangers, italien, hollandais, allemand, espagnol. Ils resteront soumis à la loi du clan, à la loi du système construit par le génie de Napoléon.

On voit aisément quelle suite d'erreurs entre dans ces combinaisons : il se trompe sur les peuples, il se trompe sur ses frères, il se trompe sur la France elle-même. Les peuples s'éveilleront bien à la liberté prêchée par la France, mais ils voudront *leur* liberté à eux et non la nôtre. La France, à son tour, trouvera que l'on prêche beaucoup la liberté aux autres, mais que chez elle, sous le régime napoléonien, ce trésor est trop en voie de disparition. Quant aux frères de Napoléon, ils tromperont totalement son attente. — Joseph, qui est son *aîné*, se regarde comme *sacrifié*. Il est jaloux du cadet, il ne se croit pas inférieur à lui en génie, sauf sous le rapport militaire. Il n'acceptera pas de se laisser traiter en vassal et en subordonné. — Lucien, lui, est un homme agité, intrigant, avide, non dépourvu d'intelligence certes, mais très indocile. Il a épousé une Mme Jouberthon sans la permission du souverain, et Napoléon ne le lui pardonne pas. Depuis lors, aucune réconciliation n'a été possible. — Louis, que Napoléon a formé jeune, pour qui il a été comme un père, qu'il a marié à Hortense de Beauharnais, est un homme de mauvaise santé, d'humeur maussade et jalouse. — Jérôme, qui a quinze ans de moins que l'empereur, est léger, insouciant, ami du luxe et du plaisir, peu sérieux et peu appliqué aux devoirs d'un chef d'Etat. — Elisa est intelligente, Caroline a de la volonté. Pauline aime à être admirée. — Ajoutez à cela Madame Mère, qui se tient dans une réserve un peu bougonne, et qui craint que « cela ne *doure* pas ! » et l'oncle Fesch, de caractère difficile et indépendant. Napoléon est enchaîné par les siens ; il gouverne plus facilement tout l'Epmire que son clan domestique. Et pourtant, il entend bien être maître partout.

On ne doit pas dire qu'il a créé des trônes pour sa famille. La raison de ces trônes, on l'a dite plus haut et on a vu qu'elle était double. Mais les trônes devant être occupés par quelqu'un, Napoléon a cru, de bonne foi, qu'ils devaient l'être par ceux que la nature avait faits ses plus proches. Au pacte *bourbonien* il entendait substituer, s'inspirant d'une pensée analogue, un pacte *napoléo-*

nien. Il recommençait la politique romaine, la politique carlovingienne et aussi louisquatorzienne. Il estimait que les intérêts de la France et les siens ne pouvaient trouver meilleure sauvegarde que la création de cet Empire fédératif, dont il serait le centre et ses frères les grands féodaux. Mais les peuples ne voudront pas de ces étrangers pour les gouverner, et ses frères se refuseront au rôle qu'il leur a tracé. Et ces deux vices du système seront complémentaires. Comme l'a fort bien dit Frédéric Masson : « ...Ou les rois qu'il impose aux peuples se feront les exécuteurs aveugles et muets de ses desseins, et ils ne règneront qu'avec la continuelle assistance de ses armées et de son trésor ; ou les rois se rendront les interprètes de leurs sujets, ils deviendront *nationaux*, et dès lors ils cesseront de concourir au système, ils chercheront à s'en libérer et, ouvertement ou non, ils lui feront la guerre. »

On aboutirait donc à la révolte des gouvernés ou à celle des gouvernants. En fait, Napoléon trouvera plus de docilité chez un roi de Bavière ou un roi de Saxe, ainsi que chez son beau-fils Eugène, que chez ses frères et beaux-frères.

Mais il nous faut voir maintenant l'application du système que l'on vient d'analyser.

III

Un décret de style impérial ayant proclamé qu'à Naples « la maison de Bourbon avait cessé de régner », les troupes françaises, sous Masséna, avaient pénétré dans l'Italie du sud et occupé sans combat la capitale. Gaète seul résistait. Joseph suivait l'armée, avec le titre de lieutenant général. Il était chargé d'exercer à Naples le pouvoir civil, au nom de Napoléon, et d'organiser le nouvel Etat. Joseph, qui avait refusé la couronne de roi d'Italie, dans la crainte de n'être pas assez indépendant, se repentait maintenant de son geste et il daignait accepter la couronne de Naples. Le 15 février 1806, il était proclamé *roi des Deux-Siciles,* sans renoncer à ses droits de succession impériale et sans être autorisé à renoncer à son titre de grand dignitaire de l'Empire français, marque de sa sujétion.

Roi des *Deux-Siciles*, il n'en possédait que la moitié : Naples. Il était chargé de conquérir l'autre moitié : la Sicile. Et Napoléon lui traçait sa politique future en lui écrivant : « Vous m'aiderez puissamment à *être maître de la Méditerranée, but principal et constant de ma politique.* »

Joseph, plein de fatuité, se croit déjà populaire et parle de ménager ses sujets. Napoléon, dès le 2 mars 1806, le met en garde contre ses illusions : « Mettez bien ceci dans vos calculs que, quinze jours plus tôt ou plus tard, vous aurez une insurrection. C'est un événement qui arrive constamment en pays conquis. » Et comme Joseph réplique en parlant de « l'amour de son peuple », qui n'est pas moindre que celui des Français pour son frère, celui-ci s'en irrite :

— « Vous comparez, lui dit-il, l'attachement des Français à ma personne à celui des Napolitains pour vous. *Cela paraîtrait une épigramme. Quel amour voulez-vous qu'ait pour vous un peuple pour qui vous n'avez rien fait, chez lequel vous êtes par droit de conquête avec 40.000 ou 50.000 étrangers ?* »

Et, insistant un peu plus tard, il ajoutera : « *Si demain je perdais une bataille sur l'Isonzo, vous apprendriez ce qu'il faut penser de votre popularité !* »

De fait, Joseph est surtout un présomptueux et un vaniteux. L'insurrection prévue se produit dans les Calabres, par la faute du roi, et le général Reynier, mal pourvu de troupes, essuie, le 4 juillet 1806, un échec dont Jacques Rambaud, historien de ce règne, ne craint pas de dire : « Un Baylen anticipé ». De plus, la conquête de la Sicile, constamment ajournée, ne se fera jamais.

Mais Joseph n'est pas roi des Deux-Siciles depuis un mois que Napoléon achemine son frère Louis sur la Hollande. La mission qu'il lui confie est, à certains égards, plus malaisée que celle de Joseph : il s'agit de fermer la Hollande au commerce anglais. Napoléon avait déjà, en 1805, modifié la constitution de la République batave, ressuscité le titre de grand-pensionnaire, confié à Schimmelpenninck, patriote hollandais qu'il croyait dévoué à sa politique et qui l'était en effet, autant que son patriotisme très sincère et son caractère modéré le lui permettaient.

La vérité est que le but poursuivi par Napoléon était impossible à atteindre. Le pays avait vécu, depuis un siècle et demi, dans l'orbite de la Grande-Bretagne ; des relations économiques s'étaient créées qui avaient placé la Hollande, par mille liens secrets et puissants, sous la dépendance de l'Angleterre presque au même titre que le Portugal. La Hollande vivait de son commerce avec la Grande-Bretagne. Le grand-pensionnaire avait fait de sincères efforts pour relâcher les rapports avec la puissante voisine ; il s'était heurté à l'opposition sourde mais irrésistible de tout son peuple ; il était débordé. Napoléon savait ce que souffrait la Hollande en se soumettant à ses exigences, mais il était enclin à tenir peu de compte de ces souffrances, dès lors que la politique française en profitait. Il estima que la présence d'un prince français rendrait la coopération plus étroite entre la Hollande et la France. Il fit agir par le grand-pensionnaire sur les Etats de Hollande, qui sollicitèrent de lui, le 3 mai, le prince Louis comme roi. Napoléon, « condescendant à ce *vœu* », offrit cette couronne à son frère. Mais Louis, tourné aux idées sombres, et mesurant la difficulté de la tâche qu'on lui offrait, montra une grande répugnance à accepter le cadeau. Il était dans sa nature de se regarder comme sacrifié partout, de flairer partout une corvée ou un piège. D'autre part, sa femme Hortense, très attachée à sa mère et au séjour de Paris, et très peu désireuse du tête-à-tête avec un époux détesté, se refusait à cet exil doré. Il paraît que Murat et Caroline offrirent de « se charger du fardeau » ; mais Napoléon tenait à respecter la hiérarchie : Louis dut s'incliner.

Le 5 juin, recevant les députés bataves, Napoléon leur présenta leur nouveau roi, avec des mots à la Louis XIV : « Prince, régnez sur ce peuple. Que la Hollande vous doive des rois qui protègent ses libertés, ses lois, sa religion, mais *ne cessez jamais d'être Français.* »

Mais à peine installé Louis en prit à son aise

avec les instructions de son aîné. La Hollande, destinée à devenir, selon le mot de Sorel, « un poste de douane contre l'Angleterre », sera bientôt, en plein blocus continental, la seule porte toute grande ouverte aux produits anglais, et cela sous un frère de Napoléon !

A Murat, que poussait sa femme, l'énergique et ambitieuse Caroline, il fallait aussi un trône. Justement, la Prusse avait cédé Clèves et Berg pour avoir le Hanovre. Le 5 mars 1806, Murat avait été nommé grand-duc de Berg et Clèves, et le 24, il avait fait à Dusseldorf une entrée solennelle. C'était de là qu'il avait offert ses services pour la Hollande : Caroline ne se jugeait pas assez bien partagée et voulait de l'avancement !

Dans le même temps, une autre pièce du système se montait : la *Confédération du Rhin*, dont voici les origines :

Depuis le fameux Recès de 1802, la direction de l'Empire germanique, échappant à l'Autriche, avait passé à la *Diète de Ratisbonne*, en théorie, et en fait à l'archevêque-électeur de Mayence, devenu archevêque-électeur de Ratisbonne, Charles de Dalberg, paré du titre d'archichancelier de l'Empire. Ce vieux prélat, fin, sceptique et blasé, était trop intelligent pour ne pas prévoir la fin prochaine du grand corps germanique réduit à l'état de fantôme et de simple survivance. Se méfiant de l'Autriche d'une part et de la Prusse d'autre part, il devait se tourner vers Napoléon. Son premier geste avait été de choisir pour coadjuteur, c'est-à-dire comme héritier présomptif de sa principauté, l'oncle de Napoléon, Fesch, ce qui était une manière de s'assurer contre tout risque pour la durée de sa propre vie. Mais, après le désastre de l'Autriche à Austerlitz, il fit un pas de plus. Le 19 avril 1806, il écrivait à l'Empereur une lettre platement servile : « Que le génie de Napoléon ne se borne pas à créer le bonheur de la France ; *la Providence accorde l'homme supérieur à l'Univers*. L'estimable nation germanique gémit dans les malheurs de l'anarchie politique et religieuse ; *soyez, Sire, le régénérateur de sa Constitution*. » Dans le même temps, il remettait à l'ambassadeur français auprès de la Diète, Hédouville, un mémoire où il exposait son plan. On y lisait ces mots étranges sur les deux empereurs d'Autriche et de France : « *Puisse-t-il* (François II) *être empereur d'Orient pour résister aux Russes, et que l'Empire d'Occident renaisse en l'empereur Napoléon, tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne.* »

Cette fois, Napoléon était non seulement deviné, mais dépassé. Il ne crut pas pouvoir accueillir pour l'instant la formule de Dalberg, intégralement. Mais il estima opportun de recueillir ce qui s'offrait si spontanément. Les Etats qui se donneraient à lui seraient groupés sous le titre de *Confédération du Rhin*, renouvelé de Mazarin et de Louis XIV, et il en serait le *protecteur*.

Talleyrand fut chargé de préparer le projet. La Confédération fut créée, le 12 juillet 1806, avec Francfort pour capitale, et seize princes allemands pour membres, dont les principaux étaient les souverains de Bavière, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Bade, Berg et Clèves. Une alliance offensive et défensive reliait la Confédération à la France, à qui elle devait fournir un contingent de 65.000 hommes. Le 1er août, les princes signaient la Constitution et rappelaient leurs représentants de la Diète de Ratisbonne, ce qui était une façon de supprimer la Diète et par là l'antique Saint-Empire romain germanique. Dalberg devenait prince-primat de la Confédération du Rhin et se transportait à Francfort, après avoir purement et simplement fermé les portes de la salle de la Diète, comme d'un établissement en faillite. L'empereur François II adressa, sans nulle dignité, une circulaire aux puissances pour abdiquer son titre d'Empereur allemand et prendre celui d'Empereur d'Autriche.

Gentz, dès le 28 mars, avait pu écrire à l'agent anglais Jackson : « *Dans deux ans, je le vois bien, Bonaparte... sera maître reconnu, comme il l'est aujourd'hui de fait, de toute cette partie du continent qui se trouve entre l'Adriatique et la Vistule.* »

Il ne se trompait que sur la date : au lieu de deux ans, ce serait un an !

IV

Dans cette élaboration du système impérial se présenta bientôt un premier obstacle : l'enclave des Etats pontificaux, en Italie. M. Madelin examine avec soin la politique de Napoléon envers le pape et le clergé.

Il souligne d'abord l'importance que l'Empereur attachait à la question italienne. Il y avait du sang italien dans ses veines. L'Italie exerçait sur lui, sur son imagination ardente, sur son ambition, une puissance de séduction irrésistible. Il admirait les Romains, se regardait comme leur successeur. Il ferait un jour de son fils un *roi de Rome*. Il devait dire à Lucchesini : « Toute mon ambition est tournée vers l'Italie ; c'est une maîtresse dont je ne veux que personne partage les faveurs. Le pape sera mon vassal et je ferai la conquête de la Sicile. »

« Le pape sera mon vassal ! » Tel est le rôle qu'il a fixé, dans son esprit, au chef de l'Eglise. Il l'a vu venir à Paris à son sacre. Il l'a étudié, comme il faisait de tous ceux qui l'approchaient. Il croit l'avoir percé à jour : un saint prêtre, très bon, très doux, très sincère, mais faible et facile à tromper, pense-t-il. En face d'un tel homme, il se pose, puisque des prêtres le lui disent, en nouveau Constantin ou mieux Charlemagne. Il fausse l'histoire pour la tirer à ses ambitions. Il sera Charlemagne, donc le suzerain du pape, puisqu'il sera l'Empereur d'Occident. Les empereurs ne prenaient-ils pas le titre prestigieux de « rois des Romains » ? Il prétend donc trouver Rome dans l'héritage des empereurs dont il se croit le successeur.

« Qu'il y ait en tout cela, dit M. Madelin, un prodigieux échafaudage d'erreurs ou simplement de demi-vérités historiques, ce n'est pas le lieu ici de le démontrer ; mais que ces considérations aient influé sur son attitude, il n'y a là-dessus pas l'ombre d'un doute. Prétexte spécieux, forgé d'assez mauvaise foi, pour s'autoriser à inféoder tout simplement le chef des Etats romains à sa politique ou à le renverser, peut-être ; mais Napoléon, — comme bien d'autres, — excelle à croire ce qui l'arrange, et il est bientôt sincère quand il écrira au pape : « Votre Sainteté est souverain à Rome, mais j'en suis l'Empereur », et à Fesch, en parlant des Romains :

« Je suis leur Empereur. » Ce qu'on peut dire, c'est que de pareilles pensées ne se sont affirmées, même à son esprit, que lorsque l'Etat romain l'a gêné dans sa politique italienne, comme dans sa politique internationale. »

Et comment donc l'Etat pontifical gênait-il sa politique ? C'est ce que M. Madelin met également bien en évidence :

« Du jour, dit-il, où il pensait installer un prince de sa maison à Naples, appuyé par une armée française, l'Etat pontifical, s'il ne se soumettait pas au passage de ses convois, constituait une barrière gênante qu'on ne pouvait tourner que par mer ou par la montagne, — et il était de son tempérament d'aimer la ligne droite. — Du jour où il s'apprêtait à fermer le continent à la marchandise anglaise, cette même Rome pontificale, si elle n'entrait dans le système de blocus, rendrait celui-ci inexistant en Italie. — Du jour où, non content de poursuivre chez lui les agents de l'Angletrre, il entendait les faire expulser par les cours étrangères, cette Rome pontificale, si elle les accueillait ou simplement les hospitalisait, deviendrait à ses yeux plus qu'une gêne : *une ennemie*. Et ainsi naissaient presque en même temps trois causes pour une, sinon de détruire le pouvoir temporel, du moins de s'asservir étroitement le Saint-Siège. La théorie « carlovingienne » ne viendrait à la rescousse que si le pape résistait à l'inféodation. »

Or justement le pape résistait. Il était revenu du sacre, passablement déçu. Il avait dû imposer à une bonne partie de la Curie sa volonté de répondre à l'invitation si pressante de Napoléon, et il était humilié de ne rapporter aucun avantage capable de justifier aux yeux des cardinaux sa décision. Ni au spirituel, contre les Articles organiques, — ni au temporel, pour la restitution des Légations, — il n'avait rien obtenu, si ce n'est de belles paroles, de superbes cadeaux en tapis ou en vases de Sèvres. A Rome, la Curie commentait avec défaveur l'attitude de Napoléon, dénonçait ses ambitions, le taxait d'hypocrisie au point de vue religieux, allait parfois jusqu'à l'identifier à l'Antechrist. Les réfugiés étrangers, qui abondaient dans Rome, et parmi eux un Lucien Bonaparte, constituaient un foyer d'opposition antinapoléonienne. Pie VII était de plus en plus perplexe. Admirablement détaché des honneurs et des biens de ce monde, c'était, selon le mot de M. Madelin, « avant tout, *une conscience*. » Cette faiblesse que l'Empereur croyait pouvoir tromper ou briser si aisément, devenait, quand son devoir le commandait, une intrépidité, une opiniâtreté invincibles. Il se regardait non comme le maître de l'Etat pontifical, mais comme son dépositaire, au nom de l'Eglise. Il le dira plus tard, dans la néfaste nuit du 6 au 7 juillet 1809, au général Radet qui le sommait d'abdiquer : « *Le temporel appartient à l'Eglise et nous n'en sommes que l'administrateur.* »

Napoléon se trompait donc très gravement sur lui, comme du reste sur le clergé en général. Et ici, il convient de citer textuellement M. Madelin :

« L'Empereur devait écrire avec l'intention la plus méprisante, le 13 juin 1810 : « *On connaît mal les prêtres d'Italie et de Rome.* » C'était lui qui les connaissait mal. D'une façon générale, il ne connaissait pas les prêtres, parce qu'il partageait, malgré son intelligence, la plupart des préjugés que les « philosophes » du XVIIIe siècle, — j'entends les moins hostiles au catholicisme, — ont passés à certains des hommes politiques du XIXe siècle de tous les pays. Pour lui comme pour eux, les prêtres se rangeaient en deux catégories : de « simples ministres de la morale », d'une part, sincères et d'ailleurs illusionnés, utiles à ménager et même à encourager pour maintenir la paix sociale, — ou d'autre part, des charlatans, ne croyant pas à ce qu'ils professaient, faciles à lier à une politique par des faveurs et à paralyser, en cas de désaccord, par des menaces, à briser par des sévices. Les premiers étaient « de bons prêtres » et les autres de « mauvais prêtres ». Mais si les « bons prêtres » sortaient de la tâche étroite que Napoléon leur assignait, — l'enseignement des dix commandements, — sous le contrôle et au service du pouvoir existant, si, par zèle apostolique, ils se mettaient à combattre l'erreur, il les traitait de « fanatiques » ; si, par scrupules de conscience, ils résistaient aux exigences du pouvoir civil, il les tenait pour des « révoltés » et les versait alors catégoriquement dans la classe des « mauvais prêtres ». La mission surnaturelle des prêtres lui échappait, *la vocation*, et tout ce qui, pour une âme vraiment ecclésiastique, découle de la vraie conception du sacerdoce. Napoléon pensait que tout « bon prêtre » étant par essence un homme soumis au pouvoir, on pouvait toujours venir à bout des « mauvais prêtres », si fanatiques qu'ils fussent, en les mettant entre les faveurs et les disgrâces, — erreur immense qui s'est perpétuée après lui, issue d'une quasi-impossibilité non seulement de comprendre le surnaturel, mais de l'admettre et même de le supposer chez autrui. »

Ce passage méritait d'être souligné, parce qu'il dénonce l'une des plus graves erreurs et des plus flagrantes petitesses de la politique dite *réaliste*, depuis Machiavelli et surtout depuis les « philosophes » du XVIIIe siècle.

La Révolution française avait commis la faute d'empiéter sur le domaine religieux. Elle en était morte. Napoléon, restaurateur de la paix religieuse par le Concordat, allait commettre une faute toute semblable, et cela après avoir, par ses propres exigences lors des négociations du Concordat, poussé le pape à exercer une plénitude de puissance, envers l'épiscopat de toute une grande nation, qui certes ne dépassait pas ses attributions, en dépit de ce que pensaient les gallicans, mais que nul de ses prédécesseurs n'avait cependant jusqu'alors déployée. L'Eglise gallicane était morte du coup que Bonaparte lui avait donné en 1801. Ce serait en vain qu'il essaierait de la ressusciter, pour résister au pape, en 1811.

Le conflit entre l'Empereur et le Pontife commença dès l'automne de 1805. C'était le moment où Napoléon avait sur les bras la campagne que devait couronner Austerlitz. Le 13 novembre, le pape lui avait adressé une lettre presque menaçante, où on lisait ces lignes, qui l'avaient indisposé au plus haut point :

« Nous vous le disons franchement : depuis notre retour de Paris, nous n'avons éprouvé qu'amertume et déplaisir ; nous ne trouvons pas chez Votre Majesté le retour de sentiments que nous nous croyions en droit d'attendre de sa justice. Ce que nous devons à nous-même, c'est de réclamer à Votre Majesté *l'évacuation d'Ancône*, et nous ne verrions pas, si un refus nous était opposé, *comment le concilier avec la continuation des bons rapports avec le ministre de Votre Majesté.* »

Napoléon avait vu dans cette réclamation, faite en un tel moment, en pleine guerre, une démarche insensée. Il n'avait rien répondu, avait poursuivi sa campagne, signé la paix, et seulement alors,

le 7 janvier 1806, exprimé à Fesch, qui le représentait à Rome, son irritation : « Le Pape m'a écrit, à la date du 13 novembre, la lettre la plus ridicule, la plus insensée : ces gens-là me croyaient mort. Il n'y a rien, en vérité, d'aussi déraisonnable que la Cour de Rome. »

Et, pour la première fois, il émettait la prétention, en sa qualité de nouveau Charlemagne, d'être le « suzerain » de Rome et d'avoir le droit, comme les anciens Empereurs, « d'y nommer un sénateur ».

Naturellement, cette prétention révolta le pieux Pie VII, qui devint dès lors intraitable. Il protesta donc quand Napoléon nomma son frère Joseph roi de Naples, sans l'agrément du Saint-Siège, dont Naples devait recevoir l'investiture. Il protesta aussi contre l'attribution à Bernadotte et à Talleyrand de deux « fiefs » du Saint-Siège, Ponte-Corvo et Bénévent.

Ce fut dans sa réponse à ces protestations que Napoléon osa dire : « *Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur.* » A quoi le pape répliqua catégoriquement : « *Il n'existe pas d'Empereur de Rome, il ne peut pas en exister sans que le Souverain Pontife soit dépouillé de l'autorité souveraine qu'il exerce à Rome.* »

Peu après, Napoléon demande au Saint-Siège l'annulation du mariage religieux de son frère Jérôme avec Elisabeth Paterson. M. Madelin nous paraît en ce sujet s'aventurer beaucoup quand il écrit : « Il faut reconnaître que ce serait, de la part de Rome, pure complaisance, *mais qui a été accordée à bien des souverains* ». C'est en effet un préjugé trop répandu que Rome a souvent accordé aux souverains des annulations de mariage de pure complaisance. Mais l'Eglise a toujours protesté contre cette allégation sans fondement réel et exigé l'examen impartial des pièces, dans chaque cas particulier [1].

Quoi qu'il en soit, Pie VII refuse de se plier aux désirs de l'Empereur. Il proteste encore et à juste titre contre l'introduction du Code civil français, avec l'autorisation du *divorce*, en Italie, alors que le Concordat pour l'Italie, différent du Concordat français, a proclamé la religion catholique *religion d'Etat*. Quand la Vénétie est réunie à l'Empire, Pie VII interdit aux évêques de ce pays d'appliquer le Concordat italien avant qu'une négociation nouvelle ait eu lieu entre Paris et Rome. Pie VII refuse aussi de reconnaître les changements apportés par les sœurs de Napoléon dans les Etats qui leur ont été attribués en Italie. Napoléon est exaspéré de ce qu'il considère comme des coups d'épingle, des taquineries mesquines. Il s'emporte contre la Cour de Rome. « Prendrait-elle l'Empereur pour faible et ignorant ? écrit-il à Talleyrand. Ce n'est point la morale que prêche l'Evangile ni l'exemple qu'a laissé Jésus-Christ que semer le désordre et troubler la tranquillité. »

Quel dut être le sourire de l'ex-évêque d'Autun, à ce rappel de l'Evangile contre le pape ! Et voici que l'Empereur va s'en faire une habitude !

Il se plaint que la Cour pontificale accueille des « *infidèles* » tels que les agents anglais et russes. Visiblement, il ne sait pas bien le sens des mots, car ni des hérétiques ni des schismatiques ne sont des infidèles. Au surplus, la justice est due à tous, même aux *infidèles*.

V

Pendant que les rapports entre Napoléon et le pape se tendaient de la sorte, il poursuivait ses négociations avec ces mêmes « infidèles » qu'il reprochait au Saint-Siège de traiter avec trop d'indulgence. Lord Yarmouth, à Paris, continuait de *causer* et réclamait des pouvoirs à Londres pour *traiter*. Le 6 juillet 1806, arriva à Paris le baron d'Oubril, chargé de négocier pour Cattaro. L'affaire fut si vite bâclée que les historiens se demandent si ce traité ne fut pas une manœuvre de mauvaise foi, pour endormir Napoléon. Dès le 20 juillet en effet, l'accord était signé, selon lequel la Russie devait évacuer Cattaro, s'engageait à laisser s'organiser à Corfou une « République des Sept-Iles » (les Iles Ioniennes), et à limiter son armée, contre quoi la France promettait d'évacuer l'Allemagne dans les trois mois.

Fox, qui avait prétexté son pacte avec la Russie pour ne pas faire la paix sans elle, fut très mortifié de ce traité. Il se décida à envoyer des pouvoirs à Yarmouth, mais en lui adjoignant un second plénipotentiaire, lord Lauderdale, de caractère acerbe et cassant, qui avait mission de retenir son collègue sur la pente des concessions. Malgré tout, les négociateurs s'étant abouchés, le 5 août 1806, avec Clarke et Champagny, firent connaître, le 7, leurs conditions : restitution du Hanovre à l'Angleterre, qui recevrait en outre à titre définitif Malte et les colonies conquises sur la France et la Hollande, moyennant quoi la Sicile serait donnée à Joseph, tandis que Ferdinand, l'ex-roi de Naples, recevrait une compensation. Ces conditions n'avaient rien d'exorbitant. Elles pouvaient servir de base de discussion. Napoléon était dans des dispositions conciliantes. La paix ne fut peut-être jamais aussi près d'aboutir.

Mais le 13 septembre, Fox, tenu depuis quelques semaines déjà éloigné des affaires par la maladie, succomba. Lauderdale fit traîner les négociations, tandis que la Russie retardait la ratification du traité d'Oubril. Napoléon a toujours cru, peut-être à tort, que la mort de Fox avait changé le cours des événements et il devait écrire : « *La mort de M. Fox a été une des fatalités de ma carrière... S'il eût continué de vivre, la paix se serait effectuée.* »

Nous n'en sommes pas aussi sûrs, car derrière Fox il y avait Grenville, il y avait une nation irréconciliable.

Sur ces entrefaites, l'état d'esprit en Prusse prit subitement une orientation alarmante. Il y avait, dans ce pays, un puissant parti contre la France. La reine Louise en était l'âme, les généraux et officiers marchaient derrière elle et ne se gênaient pas pour critiquer la politique du roi. Hardenberg était l'homme d'Etat de cette coterie, contre Haugwitz. On était persuadé dans ce milieu belliciste que si Napoléon ne voulait pas la guerre, c'est qu'il redoutait l'armée du grand Frédéric. On ne voulait plus se souvenir de Valmy. Les victoires de Napoléon ne comptaient pour rien, auprès des souvenirs glorieux de la Guerre de Sept ans ! Quand Napoléon, en faisant connaître à la Prusse

[1] Voir dans l'*Ami* du 8 juin 1939, p. 365, ce qui a été dit à propos d'une allégation de M. Maurois, semblable à celle de M. Madelin.

la constitution de la Confédération du Rhin, annonça qu'il verrait d'un bon œil « que la Prusse se plaçât à la tête d'une pareille association pour l'Allemagne du nord », on voulut voir là encore le désir de ménager son alliée.

En outre, un incident vint bouleverser les esprits en Prusse et mettre le feu aux poudres. Lucchesini, inquiet des conversations du jeune lord Yarmouth avec les agents de Napoléon, l'avait invité à déjeuner et, après des libations prolongées, auxquelles le jeune lord n'était que trop enclin, il l'avait, en quelque sorte, confessé. Il avait appris de lui que la France était disposée *à restituer le Hanovre* à l'Angleterre. Assurément, Napoléon avait toujours eu l'intention de dédommager la Prusse ; mais Lucchesini n'en savait rien, il s'en tint à l'aveu si troublant qu'il avait extorqué à Yarmouth.

Rarement malentendu, provoqué par la rouerie d'un diplomate, eut conséquences plus désastreuses pour son pays ! Lucchesini, sans s'informer davantage et en invoquant l'adage : *In vino veritas*, se hâta d'avertir son gouvernement. Haugwitz en fut atterré. Le 9 août 1806, le Conseil prussien décida la mise sur le pied de guerre de l'armée, déjà déchaînée par les propos de ses chefs. Allant plus loin, Lucchesini affirma bientôt que le traité si vite expédié par Oubril devait contenir des articles secrets, probablement, disait-il, la promesse de reconstitution, au profit d'Alexandre, du royaume de Pologne, avec le grand-duc Constantin comme titulaire du gouvernement.

Cette lettre de Lucchesini, arrêtée au cabinet noir et copiée, fut connue de Napoléon, qui en fut très irrité. Tout cela pourtant aurait pu et dû se calmer, avec des explications convenables. Mais les esprits se montaient de plus en plus. L'électeur de Hesse-Cassel, qui était entré dans la Confédération du Rhin, mais à qui Napoléon avait refusé certains avantages convoités, excitait les colères prussiennes. « Quand on a 250.000 hommes, la première armée du monde, disait-il ouvertement devant le ministre de France à Cassel,... on est en état de résister à tout ! » Que ne disait-il pas à Berlin ?

Le roi de Prusse, qui avait toujours affecté l'amitié avec le tsar, se tournait vers lui, de plus en plus éploré. La mise sur pied de guerre de l'armée se poursuivait sans arrêt.

D'autre part, le Conseil d'Empire en Russie imposa au tsar le désaveu du traité d'Oubril. La Prusse en fut informée dès le 26 août, et elle accentua ses préparatifs. Napoléon apprit presque en même temps, au début de septembre, le refus de ratifier de la Russie et l'attitude ouvertement belliqueuse de la Prusse. Il en conçut la plus amère déception : « Je ne puis avoir d'alliance réelle avec aucune des grandes Puissances », écrivait-il avec tristesse à Talleyrand. Pourtant il ne pouvait croire à un tel excès de folie chez la Prusse. Elle « désarmera, concluait-il, et ne voudra pas se faire écraser. »

Cependant, le 6 septembre, sans avoir dénoncé son alliance avec la France, Frédéric-Guillaume notifiait au tsar qu'il était prêt à prendre les armes, le jour où les armées russes seraient mises en marche et où il aurait reçu les subsides de l'Angleterre, pour combattre « le perturbateur du repos de l'univers », ce « Buonaparte » qui était l'ennemi des trônes !

Malgré tout, Napoléon ne se résignait pas à l'événement. Ses raisons de ne pas vouloir la guerre, M. Madelin les indique clairement :

« Le désir ardent qu'il avait de parfaire son œuvre intérieure, de surveiller la marche de sa magnifique administration, d'organiser ce qu'il venait encore de fonder, de réaliser le grand programme d'éducation publique que l'Université venait d'être chargée de mener à bien, d'assurer à ses finances un équilibre définitif, de surexciter la vie économique, de poursuivre son magnifique plan de travaux publics, lui faisait grandement redouter l'événement ; la nécessité d'organiser sérieusement le « Grand-Empire » dont il n'avait fait que poser les premières pierres à Naples, à La Haye et à Francfort, de régler dans le calme ses relations avec les nouveaux Etats feudataires et de préparer un accommodement avec le Saint-Siège avant que les liens ne se brisassent avec Rome, l'obligeait à désirer la paix, — et, subsidiairement, le besoin qu'il éprouvait de jouir enfin de la vie de famille, aux Tuileries, tout en somme lui faisait détester de nouvelles campagnes. »

Si ce dernier point paraît étrange à quelques-uns, qui ne se représentent point un Napoléon ami de ses aises et de la vie du foyer, on leur citera ce passage de M[me] de Rémusat, bien placée pour l'observer, bien que dans un esprit de malveillance évidente : « Le luxe et l'aisance qui l'environnaient, écrit-elle, faisaient effet sur lui ; les âpretés de la vie des camps effarouchaient maintenant son imagination. » Au surplus, les reproches qu'il faisait souvent, dès lors, à ses maréchaux de se laisser séduire par le charme du luxe et du repos, prouveraient, à eux seuls, qu'il savait qu'il y avait là un écueil pour la vigueur militaire de son armée, et qu'il l'avait éprouvé par lui-même.

C'est donc très sincèrement qu'il fait écrire par Talleyrand à notre ambassadeur à Berlin, Laforest : « L'Empereur désire véritablement ne pas tirer un coup de fusil contre la Prusse. *Il regardera cet événement comme un malheur, parce qu'il vient troubler des intérêts déjà assez compliqués* et qu'il l'empêche d'évacuer l'Allemagne avec honneur. »

Il était sûrement dans ses plans d'évacuer l'Allemagne. Il espérait avoir toute son armée en France et les plus beaux régiments à Paris pour le 15 octobre 1806. Quand le prussien Knobelsdorf vint, le 26 septembre, présenter un ultimatum insensé, Talleyrand put lui dire, en traduisant exactement les pensées de l'Empereur : « La guerre entre les deux Etats apparaît à l'Empereur *une véritable monstruosité*. Ses dispositions sont tellement étrangères à toute idée de guerre avec la Prusse qu'il a déjà commis une faute militaire très grave en retardant d'un mois ses préparatifs. »

Pourtant, Napoléon, à cette date, était déjà en route. Il avait pris son parti brusquement. Les maréchaux étaient en congé, il avait fallu les rappeler précipitamment. Tout prouve qu'en voyant cette guerre avec répugnance, il *ne voulait pas* la croire possible. Dans la deuxième quinzaine de septembre, le doute n'était plus permis.

Le 20 seulement, il écrit à Brune : « La Prusse a jeté le masque. » Il donne ses instructions aux

chefs de corps, fait appel à ses alliés. Le 21, il signale au roi de Bavière les menées de Berlin, et lui écrit : « Nous avons été un mois sans y faire attention. Notre impassibilité n'a fait qu'enhardir les brouillons qui veulent précipiter la cour de Berlin dans la lutte la plus inconsidérée. »

Dès le 19, Davout et Ney avaient reçu l'ordre de quitter Paris et d'être rendus à leur corps pour le 28.

Napoléon, du reste, était plein de confiance. Sans croire à cette guerre, il y avait songé et dressé son plan. Talleyrand avait écrit, le 12, à Laforest : « Il est dans la politique de l'Empereur de profiter de la bonne saison, d'arriver à Berlin avant les Suédois et les Russes, de dissiper l'armée prussienne comme il a dissipé les Autrichiens, d'attaquer ses ennemis avant qu'ils puissent se réunir et de les battre isolément. »

Tout cela devait se réaliser de point en point. Talleyrand ne se trompait que sur une date : il disait que l'Empereur entrerait à Berlin au jour anniversaire de son entrée à Vienne, en 1805 ; mais sa rapidité, cette fois, serait encore plus foudroyante : il était entré à Vienne le 13 novembre, il serait à Berlin dès la fin d'octobre !

Le masque était bel et bien jeté. Haugwitz avait chargé Knobelsdorf de formuler, sous forme d'ultimatum, les exigences suivantes, absolument folles : évacuation immédiate de l'Allemagne par toutes nos troupes, — retraite au-delà du Rhin, — acceptation très nette de la constitution d'une Confédération du Nord, sous la direction de la Prusse, — et l'on ne donnait que « deux semaines » à l'Empereur pour « s'exécuter ». Le ton, ici, était pire que le fond même.

On apprenait peu après que l'armée prussienne « trépignait d'impatience » et le rapport de police qui rapportait cela ajoutait : « Dieu sait ce qui arriverait si on ne se battait pas. » La presse berlinoise se déchaînait contre l'Empereur et la France. La reine Louise, au comble de la joie, passait les troupes en revue parmi les acclamations. Le roi, la figure crispée, la suivait docilement. Les généraux étaient pleins de confiance. L'un d'eux, Rüchel, disait : « On peut tout espérer de notre armée. » Blücher de même : « L'armée est bonne et l'on peut tout espérer du courage opiniâtre des hommes, de la bravoure et de la prudence des chefs... Je ne crains pas de rencontrer les Français... *Je préparerai le tombeau de tous ceux qui se trouvent le long du Rhin.* » De jeunes officiers venaient aiguiser leurs sabres sur le seuil de l'ambassade française, et leur colonel, les félicitant de ce geste, leur criait : « *Il n'y a pas besoin de sabres, des gourdins suffiraient pour ces chiens de Français !* »

Hohenlohe, dans sa présomption, disait à qui voulait l'entendre : « *J'ai battu les Français dans plus de soixante affaires, et, ma foi ! je battrai Napoléon.* »

Brusquement, les 12 et 13 septembre, les colonnes prussiennes, sans déclaration de guerre, étaient entrées en Saxe et avaient contraint l'électeur, notre allié, à joindre ses troupes aux leurs. Ce facile succès déchaîna une vague de jactance absurde : « *Bonaparte*, disaient les généraux, *n'est pas digne d'être caporal dans notre armée !* » — « Que deviendront, disaient d'autres, devant nos états-majors, devant nos généraux qui ont appris la guerre dans leur jeunesse, ces tailleurs et ces savetiers improvisés généraux par leur Révolution ? » Le major Kneps, qui allait être tué à Auerstædt, écrivait : « En trois mois, et avec des forces égales aux deux tiers des leurs, nous chasserions à coups de fouet ces gaillards-là au-delà du Rhin. »

Napoléon aurait souri de ces rodomontades, s'il les avait toutes connues. Il était sûr de vaincre. Mais il s'affligeait des événements qui déjouaient tous ses plans. L'accord avec la Russie avait été désavoué par le tsar. Les négociations avec l'Angleterre traînaient en longueur et semblaient tourner assez mal ; la mort de Fox changeait l'esprit même du cabinet anglais à l'égard de la France. De fait, pour amener une rupture, Lauderdale donna à ses exigences la forme d'un ultimatum, dont Talleyrand n'admit ni le fond ni la forme. Lauderdale en profita pour réclamer ses passeports, mais avant de partir il osa exprimer les espérances que lui donnait la rupture avec la Prusse : « Dans cette circonstance, disait-il, la guerre poussée vigoureusement pourrait amener des résultats inespérés, les forces de la France étant disséminées depuis Emden jusqu'au fond de la *botte* de Naples. »

Il faut reconnaître qu'en Allemagne, nos alliés eux-mêmes frémissaient d'espoir de leur libération. Dès le mois de mai, une Bavaroise écrivait à Talleyrand :

« J'ai aimé les Français qui ont chassé nos ennemis (les Autrichiens) ; je déteste ceux qui vivent aux dépens de notre pauvre patrie et en deviennent les sangsues (les Français). En conscience, M. de Talleyrand, avec les charmes infinis de votre esprit, avec toutes vos qualités enfin, vous ne parviendrez pas à me faire aimer un Français, serait-ce vous-même, si tous ceux qui y sont ne paient pas leur pâture. A-t-on jamais vu, depuis que le monde existe, des *alliés goulus comme vous autres*, qui font un séjour à perte de vue sans faire mine de payer ? Nous songeons qu'à ce prix on aurait des ennemis, et au moins aurait-on le plaisir de les tuer, soit en totalité, soit en partie. »

Si l'on était à ce point aigri en Bavière, que dire du reste de l'Allemagne ? Gentz croyait pouvoir écrire : « La guerre sera une *guerre nationale* dans toute l'acception du mot : *sous peu l'Allemagne tout entière y participera... Au premier succès remporté par les Prussiens, on verra partout de nouvelles vêpres siciliennes.* »

Naturellement l'Autriche, humiliée à Presbourg, suivait les événements avec passion. Cependant Napoléon lui faisait maintenant des avances. Le 3 octobre, il avait écrit à notre ambassadeur de Vienne, La Rochefoucauld : « Les circonstances m'avaient conduit à l'alliance de la Prusse ; mais cette puissance est aujourd'hui ce qu'elle a été en 1740 et dans tous les temps, *sans conséquence et sans honneur.* J'ai estimé l'Empereur d'Autriche même au milieu de ses revers et des événements qui nous ont divisés ; je le crois constant et attaché à sa parole... » Et il offrait son amitié et la seule chance que l'Autriche eût de ressaisir la Silésie, prise par la Prusse, soixante ans auparavant. Mais l'Autriche gardait sa rancune. Elle préféra attendre. Nul doute qu'au moindre échec subi par la France, elle ne prît la tête de la revanche allemande contre nous.

En Espagne, le misérable Godoy écrivait au roi

de Prusse pour lui offrir son amitié, et, jetant le masque à son tour, lançait, le 5 octobre, un manifeste au peuple espagnol pour le préparer à la guerre.

En Italie, l'opposition antifrançaise relevait la tête. La Curie romaine accroissait ses exigences. Les bandes s'organisaient sur le territoire de Naples et la guerre de partisans s'activait de la Calabre aux Abruzzes. En Sicile, le roi Ferdinand et sa femme Marie-Caroline s'apprêtaient, avec l'aide des Anglais, à reprendre leur royaume. L'Angleterre finançait toutes les entreprises contre la France : subsides à la Russie, subsides à la Prusse, subsides aux insurgés napolitains. Lauderdale, rentré à Londres, annonçait qu'avant un mois Napoléon serait aux abois.

Napoléon, lui, voyait dans cette levée générale de boucliers une raison de plus de tout prévoir et de pourvoir à tout. Il rédigeait pour Cambacérès, chargé du gouvernement en son absence, une note minutieuse où les descentes des Anglais tout le long de nos côtes et les moyens de les repousser étaient indiqués pour toutes les éventualités. Cette précaution prise, il était rassuré. La nation partageait cette confiance. La rente, au lieu de baisser comme en 1805, montait lors de son départ pour l'armée. Talleyrand, qui n'aimait pas la Prusse, exultait. Son principal collaborateur, d'Hauterive, avait écrit l'année précédente : « *Le jour où la Prusse aura perdu une première bataille, il n'existera plus de Prusse.* » Mirabeau avait dit de même en 1786 : « Si le roi de Prusse se jette dans le parti anglais, dans quinze ans il sera marquis de Brandebourg. » Napoléon, qui avait beaucoup admiré Frédéric II, et pour cette raison même désiré un rapprochement avec la Prusse, était maintenant exaspéré contre elle et décidé à la traiter avec la dernière sévérité.

VI

Il avait quitté Saint-Cloud le 25 septembre et, par Mayence et Wurtzbourg, rejoint l'armée, concentrée en Franconie dans un rayon de douze lieues autour de Bamberg. Elle comptait 128.000 fantassins, 28.000 chevaux, 10.000 canonniers et sapeurs, 256 bouches à feu. Les corps étaient commandés par Bernadotte, Lannes, Davout, Soult, Ney, Augereau. Murat avait sous ses ordres un corps de cavalerie indépendant, de 18.267 hommes.

Au 4 octobre, l'armée prussienne occupait, d'Eisenach à Zwickau, une ligne de 35 lieues, et se divisait en deux grandes armées : l'une sous Brunswick et le roi, de 60.500 hommes, l'autre, sous Hohenlohe, de 46.000 hommes. Il y avait en outre, à Magdebourg, un corps de réserve sous le prince de Wurtemberg, soit 20.000 hommes, en Silésie environ 25.000 hommes. La Prusse alignait donc 152.000 hommes contre 166.000. Mais l'unité de commandement faisait défaut du côté prussien. Il y eut, dès le principe, des flottements, de l'hésitation. En face d'un adversaire tel que Napoléon, rien ne pouvait être plus dangereux.

Dès le 10 octobre, le contact était pris entre les deux armées. Notre colonne de gauche, sous Lannes, se heurtait à l'avant-garde de Hohenlohe, commandée par le bouillant prince Louis-Ferdinand de Prusse, à Saalfeld. Ce prince, aussi plein de haine pour les Français que de courage, engagea l'action assez témérairement, fut complètement battu et, dans sa fuite, tué par un maréchal de logis de hussards, après un combat singulier des plus vifs. Il avait perdu 3.000 hommes, 34 canons, 4 drapeaux, tous ses bagages.

Napoléon avait marché avec tant de promptitude qu'il occupait la vallée de la Saale et la descendait avant que les Prussiens eussent pu lui en barrer la route. Brunswick, déconcerté, avait décidé de masser ses troupes autour de Weimar. Il pensait que les Français marcheraient sur Leipzig et qu'il pourrait les prendre de flanc. Mais Napoléon n'était pas homme à viser un objectif géographique avant d'avoir détruit l'armée adverse. Ayant prévenu l'ennemi dans la vallée de la Saale, il le considérait comme tourné et n'avait qu'une ambition, celle de l'envelopper complètement et de lui couper sa retraite. Dans la journée du 12 octobre, la chose était faite. Napoléon compte attaquer par le nord, par le sud et par l'est.

Inquiet de la marche des opérations françaises, Brunswick, qui aurait pu offrir une rude résistance en gardant ses troupes massées en bataille autour de Weimar, changea une fois de plus de plan. Il chercha à quitter Weimar pour se porter au plus vite vers le nord-est, devancer l'aile marchante de Napoléon, commandée par Davout, que suivait Bernadotte, et gagner Leipzig. Il commença effectivement son mouvement de retraite, le 13 au soir. Par ce mouvement, l'armée prussienne était de nouveau coupée en deux. La plus grosse partie était en route vers Naumbourg et Leipzig ; elle allait se heurter à Davout, en avant d'Auerstædt. Le reste, sous Hohenlohe, devait la rejoindre, mais en attendant, demeurait à Weimar, et se croyait en sûreté derrière le plateau difficile à aborder du Landgrafenberg.

Mais Napoléon, arrivé à Iéna le 13, à 3 heures et demie de l'après-midi, s'était porté aussitôt sur ce plateau que Lannes avait occupé avec ses tirailleurs. De là, il avait longuement examiné le champ de bataille, reconnu la position des Prussiens, et décidé de prendre comme point d'appui le plateau même que l'ennemi croyait inabordable pour l'artillerie. Ignorant le mouvement de Brunswick, il croyait avoir devant lui la totalité de l'adversaire. Son plan fut immédiatement arrêté : ordre fut donné de faire monter par les pentes escarpées du Landgrafenberg tout le 9e corps, artillerie et cavalerie comprises, ainsi que la Garde. Pour encourager et surveiller l'opération, il bivouaqua sur place, sous un petit abri que les soldats enthousiasmés lui improvisèrent. A la nuit, la manœuvre était terminée, sauf pour l'artillerie, arrêtée dans un chemin encaissé et impraticable. Napoléon, inquiet, alla voir ce qui se passait et trouva cent voitures et affûts coincés parmi des rochers, et les généraux absents. Il entra dans une violente colère, mais allant au plus pressé, ordonna que des torches et des outils fussent distribués aux canonniers pour élargir le chemin. Lui-même, un falot à la main, dirigeait le formidable travail. Les soldats à demi-morts de fatigue, mais excités par sa présence, parvinrent à dégager les pièces et à les hisser sur le plateau.

L'Empereur, revenu au bivouac, alla reconnaître les feux de l'ennemi, puis, de sa hutte improvisée, dicta à Berthier les ordres de bataille pour le lendemain, se reposa une heure sur une chaise,

les pieds étendus vers quelques tisons, et, bien avant le jour, alla retrouver Lannes et se glisser parmi les bivouacs des soldats. Ceux-ci avaient compris le plan de l'Empereur et se montraient confiants et joyeux, en dépit de la fatigue.

Hohenlohe avait été prévenu de l'occupation du plateau qui dominait sa position, mais ne put croire à un réel danger de ce côté qu'il regardait comme inaccessible à de grosses unités. Ce n'était, pensait-il, qu'une démonstration pour voiler la marche sur Leipzig.

Dès l'aube, la bataille s'engagea. Aux premiers coups de canon des Prussiens on entendit un vétéran d'Egypte crier, d'un ton goguenard : « Voilà les Prussiens qui toussent. Faut leur porter du vin sucré ! » Le mot fit beaucoup rire. Après une fusillade au hasard, à travers la brume, — « il fallait tâtonner comme des aveugles », devait dire le capitaine Coignet, — Suchet, dès qu'il vit clair, lança la brigade Claparède sur l'ennemi, qu'elle repoussa non sans pertes. A ce signal, tous nos régiments avancèrent, faisant reculer partout Saxons et Prussiens. Hohenlohe donna l'ordre de rompre le contact sur ce point. Mais alors, il se voyait assailli à la fois par Ney sur sa droite, vers Lutzeroda, et sur sa gauche par Soult, tandis que le corps d'Augereau venait flanquer la gauche de Ney et de Lannes. Hohenlohe, croyant toujours à une simple démonstration, se borna à ordonner à Rüchel, cantonné près de Weimar, de lui envoyer du renfort, et il mit ses troupes en marche vers la forte position de Vierzehnheiligen, qu'il se borna à encadrer à droite et à gauche. Napoléon suivait tous ces mouvements avec le plus grand soin ; mais, estimant que Soult était encore trop peu avancé, il attendait et laissait l'action se ralentir, ce qui confirmait Hohenlohe dans son erreur.

Ce fut le bouillant Ney qui ranima le combat, assez imprudemment, sur notre gauche. Les Prussiens, ayant repoussé un de ses assauts, en conçurent une confiance excessive, et se portèrent à l'attaque. Hohenlohe, cependant, était toujours tiré du côté par où Brunswick était parti et craignait de s'engager trop à fond. Il arrêta son infanterie deux heures sous notre feu, et quand enfin il se décida à attaquer plus énergiquement, il était trop tard. Soult s'était rapproché et il arrivait en plein champ de bataille. C'était l'instant attendu par Napoléon.

« Tout s'ébranle, tout s'élance, écrit Henry Houssaye. La charge résonne. Les musiques se font entendre sur tout le front ; les colonnes d'attaque marchent précédées d'épaisses lignes de tirailleurs. Dans les intervalles de l'infanterie, des batteries, la cavalerie légère des corps de Lannes, Ney et Augereau s'avance pour seconder l'attaque. Sous cette poussée terrible, la mince ligne ennemie, déjà décimée et démoralisée par les deux heures qu'elle a passées sous le feu des tirailleurs, chancelle et, sur plusieurs points, faiblit. »

Les régiments prussiens lâchent pied. Hohenlohe, coupé de sa droite, est menacé d'enveloppement par Soult sur sa gauche. Il ordonne la retraite vers Klein-Romstedt, mais Lannes, Soult, la cavalerie de Murat l'y rejoignent, le pressent et le mettent en totale déroute. Ce n'est plus une retraite en bon ordre, mais la fuite désordonnée et éperdue. En vain Rüchel accourt-il avec 26 bataillons et 26 escadrons. Ses efforts et sa belle résistance ne font que retarder la débandade. Il tombe lui-même d'une balle en pleine poitrine. Les fuyards couvrent toutes les routes. Hohenlohe, après un dernier effort vite brisé, est blessé, puis entraîné dans la débâcle. Il n'entre dans Weimar que pour en ressortir avec la cohue de ses troupes, que sabrent les cavaliers de Murat. A 3 heures, tout le champ de bataille était abandonné. Les Prussiens y laissaient environ 12.000 tués ou blessés, 15.000 prisonniers, 200 pièces de canon, des centaines de drapeaux. A 4 heures, Napoléon entrait à Weimar, y installait Ney, puis revenait coucher à Iéna.

Il n'avait pas encore de nouvelles de Davout et Bernadotte. Mais il ne tardait pas à apprendre qu'il n'avait pas eu devant lui toute l'armée allemande, mais que Davout, non secouru par le jaloux Bernadotte, avait eu sur les bras, avec ses 28.756 hommes, les 60.500 de Brunswick, et qu'il avait remporté une rude mais éclatante victoire.

La division Gudin, attaquée la première, avait repoussé la cavalerie de Blücher, puis les divisions Morand et Friant étaient accourues. Davout, dont le chapeau avait été enlevé par un boulet, parvenait à maintenir toutes ses positions contre les attaques répétées et obstinées de l'adversaire.

— « Sous un grand chef, les soldats se montrèrent admirables d'audace et de vaillance. Les hommes du 17^{e} léger, au moment où les cavaliers du prince Guillaume de Prusse s'ébranlaient pour les charger, ont mis leurs shakos au bout de leurs fusils en criant : « Vive l'Empereur ! » et lorsque le colonel Lanusse criait : « Mais tirez donc ! » ont répondu, par la bouche d'un des carabiniers : « Oh ! mon colonel, nous avons le temps. Nous verrons ça à quinze pas ! »

Brunswick avait été tué au moment même où Mollendorf, son principal lieutenant, était grièvement blessé. Le roi en personne avait alors pris le commandement. Il se préparait à ordonner la retraite, quand Davout, audacieusement, passa à la contre-attaque. Ses trois divisions (Gudin, Friant et Morand) avancèrent de front, balayant le champ de bataille. Le roi, croyant pouvoir se rabattre sur Hohenlohe, donna l'ordre de retraiter sur Weimar. Mais les soldats de Davout sont lancés ; ils enlèvent Auerstædt, défoncent la réserve prussienne commandée par Kalkreuth et achèvent la victoire, prenant 3 000 prisonniers, presque toute l'artillerie, soit 115 pièces, alors que Davout n'en avait que 55, tuant ou blessant 15.000 hommes dont 324 officiers.

L'armée du roi se retirait cependant en bon ordre, quand elle vint se heurter à la déroute de Hohenlohe. Sabrés par Murat, les fuyards se jetaient vers Erfurt, ou Bullerstadt, ou plus au nord encore. Entre Weimar et Bullerstadt, les vaincus de Iéna vinrent entraîner ceux d'Auerstædt dans leur panique. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, la reine Louise fuyait vers Berlin ; le roi, qui n'était plus maître de ses troupes, se décidait à les quitter à son tour pour s'enfuir vers le nord-est, en évitant même sa capitale. Nos soldats, enthousiasmés, triomphaient de leur fatigue et poursuivaient l'ennemi sans relâche. Dans cet emballement, seul Napoléon, « géomètre des batailles », gardait son calme et réfléchissait. Le

15 seulement, il donna ses ordres : à Bernadotte, qui n'avait pas combattu, celui de réparer sa faute en allant couper à Neustadt la route de Weimar à Naumbourg, — à Davout, celui d'aller couvrir Naumbourg et de s'y reposer, — à Murat de se jeter sur Erfurt, — à Soult enfin de marcher sur Buttelstadt et de couper la route entre Erfurt et l'Elbe. Il voulait donner du repos aux corps de Lannes et d'Augereau, qui avaient beaucoup souffert la veille, mais ne fut pas fâché de recevoir de Lannes ce mot : « Si Votre Majesté nous laisse ici toute la journée, elle fera beaucoup de chagrin aux généraux et aux troupes composant le 5e corps. Je prie Votre Majesté de me mettre à la tête de la Grande Armée. *La conduite que nous avons tenue hier nous donne ce droit.* »

Napoléon, enchanté au fond de cette ardeur, lui répondit simplement : « Ralliez tout votre corps d'armée et tenez-vous prêt à marcher au premier ordre. »

Alors commenca la célèbre poursuite. Murat, avec toute sa cavalerie, partit en tête, ayant sous lui Lassalle, toujours à l'avant-garde, Beaumont, Klein, Nansouty et d'Hautpoul. En quelques heures, Erfurt est atteint. La garnison de 6.000 hommes se rend quatre heures plus tard. Le corps de Blücher échappe, grâce à un audacieux mensonge, ce général ayant affirmé *sur l'honneur* à Lassalle qu'un armistice venait d'être signé. Mais il sera rattrapé. Sur toutes les routes, nos corps rivalisent d'ardeur, chacun voulant mieux faire que le voisin. Davout marche sur Leipzig. Ney obtient de son corps, les 16 et 17 octobre, une marche ininterrompue de 13 lieues. Augereau et Lannes suivent à grandes journées. Hohenlohe talonné sans arrêt perd son arrière-garde et n'entre dans Magdebourg que pour s'y voir menacé aussitôt. Bernadotte, qui a à se faire pardonner son inaction du 14, lance la division Dupont sur les 30.000 hommes de troupes fraîches que le prince de Wurtemberg a jetées dans Halle, les bouscule, leur fait 6.000 prisonniers et refoule le reste dans Magdebourg où Hohenlohe vient d'arriver si mal en point. Murat, Davout, Bernadotte, suivis de près par Ney et Soult, menacent la ville. Hohenlohe n'y laisse que 24.000 hommes, qui vont être bloqués par Ney, et, avec les 25.000 qu'il a pu rallier, seul reste de l'armée prussienne, il se dirige sur l'Oder, pour y rejoindre son roi.

Derrière son armée partout victorieuse, Napoléon avance sur la route de Berlin. Le 18 octobre, il passe sur le champ de bataille de Rosbach et y fait abattre le monument élevé à la victoire prussienne de 1757. Le 20, il fait une sorte de pèlerinage, à la fois pieux et hautain, au tombeau de Frédéric II à Potsdam. Le 27, enfin, il fait dans la capitale prussienne une entrée que l'attitude stupéfiante de la population, complètement médusée, contribue à rendre triomphale. Il a voulu que Davout, le héros d'Auerstædt, l'y précède d'un jour : il a de ces délicatesses pour ses lieutenants. Le vélite Auguste Barrès écrit dans son Journal, en voyant le sourire des Berlinois sur le passage de nos troupes, que ces gens-là « semblent bien aises qu'on ait donné une bonne raclée à leur roi et à tout ce qui porte un uniforme allemand. » Clausewitz lui-même cite ce mot d'une maîtresse de poste au prince Auguste : « Ah ! mon Dieu ! Que les soldats prussiens soient tous pris et que cela finisse ! »

Son désir va être satisfait. De Berlin la chasse a repris partout. Il restait trois groupes prussiens : 25 000 hommes sous Hohenlohe, 14.000 sous le duc de Weimar et 11.000 sous Blücher. Leur objectif est de se réunir, de rejoindre le roi, et d'aller ainsi, au nombre de 45.000, renforcer les armées russes en Pologne. Mais Napoléon veut les avoir. Il jette Murat contre Hohenlohe, qui est rattrapé, accroché à chaque étape, grignoté, régiment par régiment, et enfin, le 28 octobre, bloqué dans Prenzlow, où il capitule avec les 16.000 fantassins et les six régiments de cavalerie qui lui restent.

Le prince Auguste de Prusse, ayant essayé de fuir de la ville, fut saisi par le général Beaumont et amené prisonnier auprès de Murat. Clausewitz était prisonnier avec lui. Il racontait plus tard que le prince trouva Murat en train d'écrire à l'Empereur d'une écriture « très maladroite ». Evidemment, ces soldats de Napoléon savaient mieux manier le sabre que la plume !

De son côté, Blücher, qui se portait vers Hohenlohe, apprenant sa déconfiture, dut se rejeter vers l'ouest et se diriger sur Stralsund, peut-être dans l'espoir de s'y embarquer. Mais, toujours précédé par Lassalle, Murat se met à nettoyer (c'est son mot) la Poméranie et les rives de la Baltique. Lassalle avec 700 cavaliers fait capituler Stettin, à la première sommation, avec 5.000 hommes et 120 canons. Laissant la ville à Victor, qui est survenu, il continue sa course, avec Milhaud, un autre prestigieux cavalier. A Anklam, 3000 hommes se rendent à quelques cavaliers, accusant la totale démoralisation de l'ennemi.

Cependant Blücher avait rallié la colonne du duc de Weimar. Il avait de la sorte 25.000 hommes et se dirigeait vers la côte. Bernadotte et Soult sont depuis quatre jours à ses trousses. Et Murat, venant rapidement de l'est vers l'ouest, achève de lui barrer la route. Le 5 novembre, Blücher, enveloppé de toutes parts, viole le territoire de la ville libre de Lübeck, restée neutre, et se jette dans la ville. Les maréchaux français le suivent sur ce nouveau terrain. Bernadotte et Soult forcent une porte, tandis que Lassalle avec ses hussards en force une autre. Dans les rues s'engage une effroyable mêlée. Les Prussiens sont hachés et mis en pièces. Blücher ne réussit qu'à grand' peine à se dérober avec 12 à 15.000 hommes par la porte de Holstein. Mais que peut-il espérer ? Les Danois sont prêts à défendre leur territoire, s'il le viole. Il se décide donc à capituler en rase campagne, à Schwartau, avec 27 bataillons et 52 escadrons. On tenait « ce fameux Blücher », comme l'écrivait l'Empereur. C'était le 7 novembre. Deux jours plus tard, Magdebourg avec ses 24.000 hommes se rendait à Ney. Murat faisait écrire à Berthier par Belliard : « N'ayant plus d'ennemis à combattre, le corps d'armée s'est mis en marche pour rallier la grande armée. » Lui-même mandait à Napoléon : « *Sire, le combat finit, faute de combattants !* »

L'empereur pouvait alors rappeler tous ses corps à Berlin, les y passer en revue et recevoir de leurs chefs des brassées de drapeaux enlevés à l'ennemi. « Le jour où la brigade Lassalle parut

« sous les Tilleuls », d'immenses acclamations saluèrent le jeune général de 31 ans qui, depuis trois semaines, faisait, avec une poignée de cavaliers français, tomber les murailles des villes fortes. »

« Cette entrée foudroyante en campagne, cette armée prussienne tournée en quarante-huit heures, ces deux victoires remportées en un jour, cette entrée si rapide à Berlin, ces corps pourchassés et traqués, 110 000 prisonniers prussiens expédiés en France, 250 drapeaux envoyés à Paris, l'armée prussienne anéantie en 36 jours et, en 36 jours, une monarchie complètement écroulée, cela n'est-il point un conte ? « *L'Empereur siffla,* écrira cruellement Henri Heine, *et la Prusse n'existait plus.* »

VII

A Paris, on l'a dit, la guerre n'avait provoqué aucune inquiétude. Les soldats criaient : « *A Berlin !* » La surprise serait que la victoire fût si rapide. Dès le 17 octobre, un journal écrivait : « Quelque grande que soit cette espérance (de victoire), la journée d'Austerlitz n'est pas encore assez loin de notre souvenir pour qu'elle ne nous ait pas appris à ne nous étonner d'aucun prodige. » Mais, quelques jours plus tard, le 21 octobre, les nouvelles sûres de la double victoire du 14 vinrent dépasser toutes les rumeurs des jours précédents. Il y eut un moment d'enthousiasme inouï. Le 22e bulletin, relatant la journée, « électrisait toutes les âmes ». La ville illumina spontanément.

Le 25e bulletin, annonçant les succès presque fabuleux des trois semaines suivantes et la fin de la monarchie prussienne, vint, le 10 novembre, mettre le comble à l'ivresse. On ne croyait plus rien d'impossible. Dès le 25 novembre, des gens offraient, au café Tortoni, de parier 100 louis contre 500 que « Sa Majesté serait à Saint-Pétersbourg le 30 décembre. » La Bourse s'exalta : la rente atteignait le cours de 76 qu'elle n'avait jamais connu.

Pourtant, un contre-courant se dessine très vite dans l'opinion. Il en est qui observent que la Russie reste encore devant l'Empereur, qui craignent qu'il soit grisé par la victoire et qu'il s'engage dans une nouvelle campagne plus dangereuse que la première. On assure que cette guerre a été entreprise par lui sans nécessité, par simple désir de gloire et de conquête, alors que nous avons vu qu'il n'en était rien et que l'Empereur n'avait pas désiré la guerre. Même parmi les vainqueurs de notre armée se glissaient des désirs de repos, après une campagne si vivement conduite. « Nous ne reverrons pas Paris, gémissait un général dans une lettre, *à moins que ce ne soit au retour de la Chine !* » Dès le 30 octobre, le vaillant Belliard lui-même écrivait à Grouchy : « Je pense bien que la campagne est à peu près finie et que *bientôt nous nous reposerons !* » Berthier s'étant fait l'écho des désirs de l'Etat-major, Napoléon lui répondit avec agacement et sans aménité : « Vous serez donc bien contents d'aller pisser dans la Seine ? »

A Paris, ces aspirations furent assez connues pour que le Sénat, peut-être à l'instigation de Fouché, — c'était du moins ce qu'affirmait Savary, — envoyât une députation à Berlin, moins pour féliciter l'Empereur que pour le supplier de « faire la paix. »

Naturellement, la demande du Sénat fut fort mal reçue. Napoléon ne voulait pas lâcher prise avant d'avoir tiré de sa victoire tous ses fruits. Il avait encore à vaincre la Russie et, derrière la Russie, l'ennemi principal, l'Angleterre.

Pas un instant il n'avait douté que cette nouvelle coalition, comme les précédentes, eût été l'œuvre des intrigues anglaises. Il en concevait d'autant plus d'exaspération que, cette fois, il estimait que la « perfide Albion » l'avait totalement joué, en amusant le tapis par des négociations qu'il avait cru si près d'aboutir. Il croyait que c'était par elle que la Prusse avait su que le Hanovre ne lui serait pas conservé. Il croyait que c'était à dessein que l'Angleterre, en trahissant ainsi le secret des pourparlers, avait omis de dire à la Prusse qu'un dédommagement lui serait accordé pour le Hanovre qu'on lui enlèverait. Il était désormais convaincu que jamais le cabinet de Saint-James ne ferait la paix que le couteau sur la gorge. Il ira jusqu'à écrire, dans son 30e bulletin, que le désir de l'Angleterre serait de répandre la peste et la dysenterie dans nos armées et que si ces fléaux étaient à sa disposition, elle serait capable de détruire, à leur aide, toute la classe manufacturière de l'Europe.

Il cherchait donc le moyen de frapper à son tour un adversaire aussi implacable. Mais comment ? La descente ? Il en était revenu. Trop longtemps ces « imbéciles de marins » l'avaient déçu, disait-il. Au surplus, depuis Trafalgar, la mer n'appartenait plus qu'aux Anglais. Il ne restait à Napoléon que le continent. Mais il le tenait bien. Les Anglais bloquaient toutes les côtes ; pourquoi ne répondrait-il pas au blocus de la mer par le blocus du continent ? Si les Anglais prétendaient affamer la France, ne pouvait-il pas ruiner les Anglais, devenus un peuple de marchands, en fermant à leurs marchandises l'Europe entière ? Alors cette nation de commerçants, insensible, selon lui, aux considérations autres que celles de l'intérêt, se sentirait vaincue par l'impossibilité d'écouler ses produits, elle implorerait la paix. Il la tiendrait par la banqueroute et peut-être par la révolution que cette banqueroute provoquerait dans son sein !

Cette pensée au surplus ne lui était pas personnelle. Brutalement *simpliste,* elle avait dû venir à d'autres qu'à lui. Ce ne serait qu'un gigantesque *expédient.* Il vaudrait moins par la conception que par l'application. Lui seul se croyait assez fort pour imposer à l'Europe une mesure qui ne valait rien si elle n'était générale.

La Convention avait déjà tenté quelque chose d'analogue et le Directoire avait pris des mesures contre le commerce anglais, sans grand résultat du reste. Barère avait bien, en son style onctueux et élégant, annoncé la « chute de Carthage ». Mais l'Angleterre ne s'en était pas plus mal portée. Il fallait un génie pratique pour mettre en œuvre les méthodes d'action imposées par l'idée du blocus contre le commerce anglais.

Le 25 juillet 1805, le comte de Montgaillard, personnage à l'imagination féconde, avait spontanément adressé à l'Empereur un rapport issu de ses divers voyages à travers l'Europe. Et ce rapport répondait si bien aux préoccupations de Na-

poléon qu'il serait permis, selon M. Madelin, d'y voir le premier exposé de la théorie du *Blocus continental*. Le 24 mars 1806, le comte était revenu à la charge :

« *L'Angleterre est perdue*, disait-il, si on parvient à combattre et à réduire sa puissance territoriale en Asie, *si on réussit à établir en Europe l'interdiction de ses marchandises*, si on peut fermer ses débouchés et si on prend les mesures nécessaires pour affaiblir sa puissance navale... *C'est par le commerce qu'il faut attaquer l'Angleterre ; lui laisser en Europe, en Asie, en Amérique ses bénéfices, c'est lui laisser toutes ses armes, rendre éternels les conflits et les guerres.* »

Cependant, Napoléon tenait à conserver de son côté les apparences du droit. Il était sûr que le principe du blocus continental était opposé au droit des gens, puisqu'on allait traiter en ennemis des Etats indépendants et neutres, simplement parce qu'ils refuseraient d'embrasser la querelle de la France contre l'Angleterre. Mais Napoléon estimait qu'il mettrait l'Angleterre dans son tort si elle violait la première les règles du droit. Il attendait donc une occasion de ce genre. Justement, le 16 mai 1806, un *Ordre du Conseil* britannique vint mettre en état de blocus tous les ports et les côtes de l'Elbe à Brest, même au cas où aucun *blocus effectif* ne pourrait être établi. Or, il était reconnu de tous les juristes continentaux qu'un blocus ne peut être proclamé que s'il est *effectif*, c'est-à-dire pratiqué par une force navale proportionnée à son étendue. La mesure prise par les Anglais fut donc jugée « inique » par tous les spécialistes du droit international. Talleyrand put dire, dans un rapport à l'Empereur : « Contre une Puissance qui méconnaît à ce point toutes les idées de justice et tous les sentiments humains, que peut-on faire, *sinon l'imiter soi-même pour la contraindre à ne plus les violer ?* Le droit de défense naturelle permet d'opposer à son ennemi les armes dont il se sert et de faire réunir contre lui ses propres fureurs et sa folie. »

Ce rapport de Talleyrand ne fut publié que le 29 novembre suivant, alors que le décret du blocus avait déjà été lancé. L'Empereur réfléchissait toujours à ce problème difficile. Un des historiens de la question, M. Fauchille, a retrouvé un document daté de l'été 1806 et qui contenait un premier projet de blocus, bien différent de celui qui fut publié un peu plus tard, et beaucoup plus modéré.

Mais les événements s'étaient précipités. Les pourparlers avec lord Yarmouth avaient échoué ; Fox était mort ; la Prusse avait déclenché la guerre et en 36 jours avait été réduite à la dernière impuissance ; Napoléon était à Berlin et de Berlin il tenait toutes les côtes de Dantzig à Lübeck. Le blocus devenait possible. « Je veux conquérir la mer par la puissance de la terre », put dire le vainqueur. C'est alors en effet que, le 22 novembre 1806, il signe le fameux *décret de Berlin*.

Ce décret s'ouvre par une justification : Considérant, dit l'Empereur, « qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes... »

Napoléon n'ignore donc pas que son décret va contre le droit des gens. Mais il en rejette l'injustice sur l'Angleterre. C'est elle qui est sortie du droit et qui l'oblige à en sortir à son tour, en vertu d'un *droit naturel* de défense, supérieur aux conventions des hommes.

Ayant de la sorte motivé son acte, l'Empereur lance son interdit contre le commerce anglais et décrète ce qui suit : « *Les Iles britanniques sont déclarées en état de blocus. Tout commerce et toute correspondance avec les Iles britanniques sont interdits.* »

Le décret est long et détaillé. Mais cette phrase en résume le contenu. Ce qu'il renferme de grave, le voici : désormais toutes les terres qui subissent la loi française, tous les pays soumis à sa suzeraineté, tous les Etats qui ont accepté son alliance ou son amitié, doivent non seulement se fermer aux produits de l'Angleterre, mais poursuivre les marchandises déjà introduites et les détruire impitoyablement. La confiscation, qui pourrait prêter à la spéculation, paraît à Napoléon insuffisante : il exige la destruction. Et son décret est pris sans consultation préalable des alliés et amis de la France. L'acceptation et l'application du décret deviendront le *test* de l'amitié avec lui. Napoléon entre de la sorte dans une nouvelle phase de sa lutte contre l'Angleterre. Cette lutte est désormais désespérée et à mort. Le décret du Blocus, donné à Berlin, et aggravé un an plus tard par le décret de Milan, va dominer toute la politique napoléonienne, en expliquer tout l'enchaînement.

M. Madelin examine le fait, soit du point de vue juridique, soit du point de vue politique. Suivons son raisonnement.

— « Le décret, disons-le, se justifiait en droit et en fait, écrit-il. L'Angleterre, manifestement, venait de violer le droit par sa prétention d'imposer, par un *ordre* de son Conseil, le blocus aux côtes qu'elle ne bloquait pas. Il est clair que les Anglais entendaient ne s'embarrasser désormais d'aucun scrupule, d'aucune tradition, d'aucune légalité, recourir à un genre de guerre sans précédent, et transformer la lutte en un duel à mort. Que la violation du droit, commise par un adversaire, autorise l'autre adversaire à le violer, on peut le contester ; mais qu'aux mesures de l'Angletrre, l'Empereur pût, — pour la jeter à bas, — s'en tenir à battre, l'un après l'autre, les souverains qu'elle aurait entraînés dans la lice, cela est assez difficile à admettre.

Dans la mesure où « la barbarie ne se corrige pas par la barbarie », l'Empereur n'avait peut-être pas le droit de réduire, par décret, à la famine la Puissance ennemie ; mais a-t-on « le droit » de réduire à la capitulation par la famine une ville assiégée et dans quelle circonstance ? D'autre part, un peuple s'est-il jamais interdit le droit de frapper un ennemi mortel à l'endroit où il sait l'atteindre le mieux ? A-t-on, de part et d'autre, négligé de tels moyens dans la Grande Guerre (de 1914) ? En fait, il était presque impossible, devant l'évidente résolution de l'Angleterre de mener désormais une guerre inexpiable, de ne pas recourir à une mesure, extraordinaire assurément, mais la seule qui, en théorie du moins, la pût un jour réduire à merci. »

Nous laisserons aux moralistes et aux juristes de profession le soin d'apprécier cette argumentation. Pour nous, avouons humblement qu'elle ne nous a pas convaincus et voici pourquoi : l'Angleterre avait violé le droit, on pouvait abandonner pour la battre les principes qu'elle avait la pré-